



OTRO MUNDO ES POSIBLE

Je voudrais commencer avec une référence au Manifeste Communiste de Marx et Engels, qui contient un remarquable et prophétique diagnostic de la mondialisation capitaliste. Le capitalisme, insistaient les deux jeunes auteurs, est en train de mener en avant un processus d'unification économique et culturelle du monde sous sa houlette : " Par son exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a rendu cosmopolites la production et la consommation de tous les pays. Pour le plus grand regret des réactionnaires, elle a retiré à l'industrie sa base nationale. (...) L'autosuffisance et l'isolement régional et national d'autrefois ont fait place à une circulation générale, à une interdépendance générale des nations. Et ce pour les productions matérielles aussi bien que pour les productions intellectuelles".

Il ne s'agit pas seulement d'expansion mais aussi de domination : la bourgeoisie "contraint toutes les nations, si elles ne veulent pas courir à leur perte, à adopter le mode de production de la bourgeoisie; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'on appelle civilisation, c'est à dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se crée un monde à sa propre image". [1] Or, cela constitue, en 1848, bien plus une anticipation des tendances futures qu'une simple description de la réalité contemporaine. Il s'agit d'une analyse qui est beaucoup plus vraie aujourd'hui, à l'époque de la "mondialisation", qu'il y a 150 années, au moment de la rédaction du Manifeste.

En effet, jamais le capital n'avait réussi, comme aujourd'hui, à la fin du 20ème siècle, à exercer un pouvoir aussi complet, absolu, intégral, universel et illimité sur le monde entier. Jamais dans le passé il n'avait pu, comme actuellement, imposer ses règles, ses politiques, ses dogmes et ses intérêts à toutes les nations du globe. Le capital financier international et les entreprises multinationales n'ont jamais autant échappé au contrôle des Etats et des populations concernées. Jamais auparavant n'a existé un si dense réseau d'institutions internationales - comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation Internationale du Commerce - vouées à contrôler, gouverner et administrer la vie de l'humanité selon les règles strictes du libre marché capitaliste et du libre profit capitaliste. Enfin, jamais, en aucune époque, n'ont été, comme aujourd'hui, toutes les sphères de la vie humaine - relations sociales, culture, art, politique, sexualité, santé, éducation, sport, divertissement - si complètement soumises au capital et si profondément plongées dans "les eaux glacées du calcul égoïste".

Cependant, nous rencontrons dans le Manifeste aussi quelques erreurs assez importantes.

Inspirés par un optimisme "libre échangiste", et une démarche assez économiste, Marx et Engels prévoyaient - à tort - que "les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformisation de la production industrielle et les conditions d'existence correspondantes".

Hélas non ! L'histoire du 20ème siècle - deux guerres mondiales, et d'innombrables conflits entre nations - n'a nullement confirmé cette prévision. Il est de la nature même de l'expansion planétaire du capital de produire et reproduire sans cesse l'affrontement entre les nations, que ce soit dans des conflits inter-impérialistes pour la domination du marché mondial, dans les mouvements de libération nationale contre l'oppression impériale, ou encore sous mille autres formes. La domination du marché capitaliste n'a pas supprimé mais intensifié - à un degré sans précédent - les conflits nationaux.

Par ailleurs, on a assisté au cours du XXème siècle aux conséquences les plus dramatiques auxquelles peut conduire la logique de l'Etat-nation. Comme l'observait à juste titre Nicos Poulantzas, « les génocides ...sont une invention moderne liée à la spatialisation propre aux Etats-nations : forme d'extermination spécifique à la constitution-nettoyage du territoire national qu'on homogénéise en clôturant. (...) Le génocide ne devient possible que par la fermeture des espaces nationaux contre ceux qui deviennent ainsi les corps étrangers à l'intérieur des frontières. Symbole ? Le premier génocide de l'histoire moderne, celui des Arméniens, accompagne la fondation du jeune Etat-nation turc par Kemal Ataturk, la constitution d'un territoire national sur les débris de l'Empire ottoman. (...) Les racines du totalitarisme sont inscrites dans la matrice spatiale matérialisée par l'Etat-nation moderne... ». [2]

Aujourd'hui on observe encore une fois à quel point la mondialisation capitaliste nourrit les paniques identitaires et les nationalismes tribaux. La fausse universalité du marché mondial déchaîne les particularismes et durcit les xénophobies : le cosmopolitisme marchand du capital et les pulsions identitaires agressives s'entreretiennent mutuellement. [3]

Dans la discussion sur l'avenir des Etats-nations il y a deux erreurs qu'il faut éviter : la première c'est de considérer les Etats-nations comme des institutions en déclin, disparition ou perte de tout pouvoir politique et/ou économique en conséquence du processus de globalisation capitaliste. ; et la deuxième c'est de croire que la défense de la nation et de la souveraineté nationale est la seule ou la principale ligne de défense contre les catastrophes provoquées par le marché globalisé.

Commençons par le premier : contrairement à ce que l'on dit souvent, les Etats-nation continuent à jouer un rôle décisif dans le champ politique et économique. Nicos Poulantzas avait raison d'écrire que dans les pays impérialistes, « l'Etat national...subit des modifications importantes afin de prendre en charge le procès d'internationalisation du capital. En revanche, la phase actuelle de l'impérialisme et cette internationalisation n'ôtent rien (on le pense à tort assez souvent) à la pertinence de rôle de l'Etat national dans ce procès ». [4]

Rappelons que ce sont les Etats des pays capitalistes dominants, à travers leurs représentants, qui déterminent les politiques néolibérales du G-7, du FMI, de la BM, de l'OMC. Ce sont ces mêmes Etats, en utilisant leurs instruments militaires et en particulier l'OTAN, imposent leur ordre à l'échelle mondiale, comme le montrent les guerres d'intervention impériale dans le Golfe et en Yougoslavie. Enfin, l'Etat-nation nord-américain, unique super-puissance dans le monde actuel, exerce une hégémonie économique, politique et militaire indiscutable. [5]

Dans le cas des pays du Sud, les Etats-nations n'ont pas cessé de jouer un rôle important : sauf exception, ils fonctionnent comme des courroies de transmission pour le système de domination impérial, se soumettent sans hésitation aux impératifs du capital financier et aux dictats du FMI, font du paiement de la dette externe la première priorité du budget et mettent en pratique, avec zèle, les politiques néolibérales d' »ajustement structurel « .

Comment résister à la globalisation capitaliste, aux politiques néolibérales productrices d'une brutale inégalité sociale, de désastres écologiques, de régression sociale, de « horreur économique » et d'aggravation de la dette et de la dépendance des pays du Tiers-Monde ? Il est évident que l'Etat-nation a un rôle à jouer dans cette résistance, et la première exigence des mouvements anti-systémiques - pour utiliser la pertinente terminologie d'Immanuel Wallerstein - c'est que leurs gouvernements rompent avec les orientations du FMI, décrètent un moratoire de la dette externe, et réorientent la production pour les nécessités du marché interne. Mais il serait une dangereuse illusion de croire que le salut peut venir d'une résistance strictement « nationale » Il ne faut surtout pas, soulignait Nicos Poulantzas, tomber dans le piège de « la ligne de défense de son 'propre ' Etat national contre les 'institutions cosmopolites' ». [6] Une lutte efficace contre l'Empire du capital multinational ne peut pas se limiter au niveau de l'Etat-nation. Pour diverses raisons :

1) Les victoires obtenues au niveau national sont limitées, précaires et constamment menacées par la puissance du marché capitaliste mondial et de ses institutions ;

2) Une perspective étroitement nationale ne permet pas la formation d'alliances et la constitution d'un pôle mondial alternatif. Seule une coalition de forces internationales est capable d'affronter et faire reculer le capital global et ses instruments : FMI, OMC, etc.

3) L'Etat nation n'est pas un espace social homogène. Les contradictions de classe, les conflits sociaux et la fracture entre l'oligarchie et la masse des travailleurs, l'élite privilégiée et la multitude des pauvres et des exclus traverse chaque nation.

4) Sans nier la légitimité de mouvements nationaux progressistes et émancipateurs - par exemple chez les kurdes, les palestiniens ou les habitants de Timor-Est - on ne peut pas nier que le nationalisme prend dans le monde actuel surtout des formes intolérantes, agressives, hégémonistes. Massacres intercommunautaires, guerres nationales/religieuses, « purifications ethniques » et même génocides ont caractérisé la dernière décade du XXème siècle.

5) Les problèmes les plus urgents de notre époque sont internationaux. La dette du Tiers-Monde, la menace de catastrophe écologique imminente, le contrôle nécessaire de la spéculation financière et la suppression des paradis fiscaux, sont des questions globales qui exigent des solutions planétaires.

Pour lutte de manière efficace contre le système, il faut agir

simultanément en trois niveaux : le local, le national et le mondial. Le mouvement zapatiste est un bon exemple de cette dialectique : profondément enraciné dans les communautés indigènes du Chiapas et de leur exigence d'autonomie, il lutte en même temps contre l'hégémonie mondiale du néolibéralisme. Mais c'est le cas aussi du MST (mouvement des paysans sans terre) du Brésil, qui a sa base sociale dans les mobilisations et occupations de terre locales, qui présente un projet de développement alternatif pour le Brésil, sans cesser de participer à toutes les mobilisations internationales contre la globalisation libérale.

Il ne s'agit pas de combattre la « mondialisation » en tant que telle, au nom d'une défense rétrograde de la « souveraineté nationale », de l'Etat-nation, du marché ou de l'industrie (capitaliste) nationale, mais plutôt d'opposer à la mondialisation « réellement existante », c'est à dire, impérialiste, un autre projet mondial, émancipateur, démocratique, égalitaire, libertaire. Cela ne veut pas dire que le mouvement pour un changement social radical ne doive

Écrit par Michael Löwy

Jeudi, 20 Juillet 2000 01:00 - Mis à jour Vendredi, 20 Juillet 2007 20:09

commencer au niveau d'une, ou de quelques nations, ou que les mouvements de libération nationale ne soient pas légitimes. Mais les luttes contemporaines sont, à un degré sans précédent, interdépendantes et reliées, d'un bout de la planète à l'autre.

En réaction contre les méfaits de la globalisation, on peut observer, ici et là, l'apparition des premiers germes d'un nouvel internationalisme, indépendant des Etats et des groupes d'intérêt particularistes. Ce sont les bases de ce qui deviendra un jour l'"Internationale de la Résistance" contre l'offensive capitaliste néo-libérale.

Ce renouveau de l'internationalisme ne passe pas seulement par les forces syndicales et politiques les plus radicales du mouvement ouvrier et socialiste, dans toutes ses composantes (des marxistes aux libertaires). Des nouvelles sensibilités internationalistes apparaissent aussi dans des mouvements sociaux à vocation planétaire, comme le féminisme et l'écologie, dans des mouvements anti-racistes, dans la théologie de la libération, dans des associations de défense des droits de l'homme ou en solidarité avec le Tiers Monde, et, plus récemment, dans le réseau bouillonnant de mouvements de lutte contre la « marchandisation du monde ». Sans parler des intellectuels connus comme Pierre Bourdieu ou Jacques Derrida que considèrent la fondation d'une Internationale de la Résistance comme la tâche la plus urgente de l'heure.

Si certaines des ONGs internationales fonctionnent simplement comme des « lobbys », s'adaptent au cadre néo-libéral dominant et se limitent à donner des "conseils" au FMI et à la Banque Mondiale, d'autres, comme le Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers-Monde, de Bruxelles ; le Forum pour une alternative économique, lancé par initiative de Samir Amin; la Conférence des peuples contre le libre échange et l'OMC, de Genève; ou l'association internationale ATTAC, (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens), ont une vocation clairement anti-impérialiste.

Les chrétiens radicalisés sont une composante essentielle, aussi bien des mouvements sociaux du Tiers-Monde - souvent inspirés, notamment en Amérique Latine, par la théologie de la libération - que des associations européennes de solidarité avec les luttes des pays pauvres. Inspirés par l'éthique humaniste et oecuménique du christianisme, ils apportent une contribution importante à l'élaboration d'une nouvelle culture internationaliste.

Le nouveau mouvement paysan, organisé à l'échelle mondiale dans l'association Via Campesina, occupe lui aussi une place stratégique dans ce processus de résistance internationale, dans la mesure où il se trouve à la charnière entre les luttes agraires, le combat

écologique, et la bataille contre l'OMC. Ses organisations, comme le Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre (MST) au Brésil, ou la Confédération Paysanne en France, sont à l'avant-garde de la résistance contre la grande agro-industrie capitaliste, qui menace, avec ses pesticides et ses OGM, sa politique de « rentabilisation » destructive des forêts, l'équilibre écologique de la planète.

Un échantillon des représentants les plus actifs de ces différentes tendances, venu aussi bien du Nord que du Sud de la planète, de la gauche radicale ou des mouvements sociaux, s'est rassemblé, dans un esprit unitaire et fraternel, au sein de la Conférence Intergalactique pour l'Humanité et contre le Neo-libéralisme, convoquée, dans les montagnes du Chiapas, au Mexique, en juillet 1996, par l'Armée Zapatiste de Libération Nationale . Ce fut un premier pas, encore modeste, mais qui allait dans la bonne direction : la reconstruction de la solidarité internationale.

Les événements de Seattle en 1999, qui ont vu un rassemblement impressionnant de forces syndicales, écologistes et anticapitalistes mettre en échec l'Organisation Mondiale du Commerce - instrument numéro un de la globalisation néo-libérale - ont révélé le potentiel de lutte contre la mercantilisation du monde en Amérique du Nord. En Europe aussi les mouvements de résistance au néo-libéralisme sont loin d'être négligeables, comme l'ont montré les récentes (année 2000) mobilisations de Millau - cent mille personnes en solidarité avec José Bové et son combat contre l'OMC - ou de Prague, lors de la réunion du FMI et de la Banque Mondiale. La Rencontre Internationale de Paris en décembre 2000 et le Forum Social Mondial, qui a eu lieu en janvier 2001 à Porto Alegre, ont été les derniers moments forts de cette mobilisation planétaire qui - au delà de la nécessaire protestation - cherche des alternatives radicales à l'ordre de choses existant.

Trois composantes participent de la construction de cette « Internationale de la Résistance » : I) la rénovation de la tradition anti-capitaliste et anti-impérialiste de l'internationalisme prolétarien, débarrassée des scories autoritaires du passé (l'héritage stalinien de la soumission aveugle à un Etat ou un « camp ») ; II) les aspirations humanistes, libertaires, écologiques, féministes et démocratiques des nouveaux mouvements sociaux et III) les nouveaux réseaux de lutte contre la globalisation néo-libérale, qui mobilisent aussi bien des chercheurs critiques que des jeunes qui veulent en découdre avec les institutions du système commercial et financier international.

On assiste, aux cours des mobilisations des dernières années, à un rapprochement de ces forces. Il ne s'agit pas seulement de la juxtaposition d'acteurs sociaux aux traditions et aux cultures politiques très différentes, mais d'un début d'apprentissage réciproque sur toute une série de questions. On voit, par exemple, des syndicalistes qui commencent à s'intéresser à

l'écologie et des défenseurs de l'environnement qui commencent à prendre en compte les luttes des travailleurs ; des marxistes qui apprennent avec les féministes, et vice-versa. C'est de la convergence et l'interaction entre ces différentes sensibilités que pourra surgir l'internationalisme du 21ème siècle, à vocation universaliste et émancipatrice.

[1]K. Marx, F. Engels, Manifeste du Parti communiste, Paris, Livre de Poche, 1973, pp. 10-11.

[2] N.Poulantzas, L'état, le pouvoir, le socialisme, Paris, PUF, 1978, p. 118.

[3]Je reprend à mon compte les analyses de Daniel Bensaïd dans son remarquable livre Le Pari mélancolique, Paris, Fayard, 1997.

[4] N. Poulantzas, « Les transformations actuelles de l'Etat, la crise politique et la crise de l'Etat », in La crise de l'Etat, Paris, PUF, 1976, p. 48

[5] Nicos Poulantzas avait eu raison, dans les années 70, de rejeter les prévisions, assez diffusées à l'époque, d'un « déclin » de l'hégémonie mondiale nord-américaine. Cf. Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Paris, Seuil, 1974, pp. 94-95.

[6] N. Poulantzas, Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, p. 89.